



A New Dues Structure for a Strong, Sustainable Union



OUR SOLUTIONS FOR THE FUTURE

As public sector workers, CUPE members know that short-term solutions to any economic problems just don't work. We're calling on government to think long term, to invest in our services and invest in people in order to create a sustainable future for our families and communities.

That's the same type of approach that CUPE Ontario is proposing to ensure that your union is there to protect your interests, today and every day in the future.

A NEW DUES STRUCTURE — IT'S TIME!

CUPE Ontario has had the same flat rate dues structure since it was created in 1963. While the amount members pay has increased, everyone has paid the same rate.

The same used to be true across the country. But that's not the case today. CUPE National and almost every local union, along with provincial divisions including British Columbia, Saskatchewan, Manitoba, Quebec, and Nova Scotia have all switched to a percentage dues structure.

WHY SWITCH?

1 SUSTAINABILITY With a flat rate, the reality is that CUPE Ontario has to come back to its locals about every two years and bargain for what amounts to pennies. It's time to build sustainable resourcing over the longer term so that we can work effectively for our members.

2 RESOURCES As our activism, campaigns and lobbying on members' behalf increase, so too do our costs. We need additional resources to continue building power at local and provincial levels for our locals, sectors and committees.

3 FAIRNESS Currently every full-time member pays a flat rate of \$1.36 per month, whether that worker makes \$30,000, \$50,000 or more a year. That's not equitable. As a union, we believe in progressive taxation. A percentage system, where members pay a percentage amount based on their income, is fairer.

4 RETURN When CUPE Ontario successfully changes conditions for members to obtain better wages, there's no change in the amount of dues returned to the union. For example, CUPE Ontario helped lay strong foundations for Ontario government policy changes when it came to significant investments in the ACL sector, as well as the central bargaining process for school board workers, leading to real wage increases.

BUILDING OUR FUTURE COLLECTIVELY



CUPE Ontario's sectors, committees and Executive Board are more activist than ever before.

- Sector committees are asking for additional resources to support their campaign and bargaining work and achieve a more equal distribution of funding between the sectors
- Committees are asking for more resources to meet continuing work in health and safety, pensions, human rights and education.
- CUPE Ontario must remain at the forefront in the battle to stop privatization, P3s and contracting out; and defend our locals' collective agreements in the current economic climate.

WE NEED RESOURCES TO MEET THE NEEDS OF OUR MEMBERS. HERE'S HOW WE CAN DO IT:

Proposed Dues Structure .04%

CUPE Ontario is recommending adoption of a percentage dues rate of .04% instead of the current flat rate of \$1.36. Every local in Ontario paid this amount to CUPE National when we needed levies for the National Strike Fund – so we know locals will be able to afford it. Even at .04%, Ontario locals would still be paying 21 times more to CUPE National than to CUPE Ontario.

The proposed .04% rate is also less than many CUPE members pay to fund their provincial divisions across Canada. For example, in B.C. affiliates of the Division pay .14% while those in Saskatchewan pay .05%.

Calculating the Proposed Rate Monthly

**Total regular wage paid in one month at local
X .04**

It's that simple!

The CUPE Ontario Executive Board examined other options including regular increases based on wages or regular increases of 20 cents every two years built into the constitution. The percentage dues structure was deemed more equitable and effective in providing the future resourcing that we need to work successfully on your behalf.

Of course, one of the best options is to increase CUPE Ontario's fair share of funding from CUPE National. Campaign funding resources from National are not enough to cover what our members need us to do on their behalf. Ontario locals provide a large percentage of the overall National budget. We're working to get increased resources and have been successful in getting some. There are costs that are ours, however, that National will never fund. While we continue to fight for Ontario's fair share, we need to resource ourselves properly as well.

Support a new dues structure. For a strong, sustainable future.



Une nouvelle structure pour un syndicat solide et viable



NOS SOLUTIONS POUR L'AVENIR

Comme travailleurs du secteur public, les membres du SCFP savent que, pour tous les problèmes de nature économique, les solutions à court terme ne fonctionnent pas. Nous demandons au gouvernement que sa réflexion se porte sur le long terme, qu'il investisse dans nos services et dans les gens de façon favoriser un avenir viable pour nos familles et nos collectivités.

Le SCFP-Ontario propose exactement le même genre d'approche dans le but de faire en sorte que votre syndicat soit présent pour protéger vos intérêts, aujourd'hui comme pour l'avenir.

UNE NOUVELLE STRUCTURE DE COTISATIONS – LE MOMENT EST VENU !

Le SCFP-Ontario maintient la même structure de cotisations à taux uniforme depuis sa création en 1963. Bien que le montant total payé par les membres ait augmenté, tout le monde doit verser la même cotisation.

Le même système prévalait partout au pays, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le SCFP national, presque toutes les sections locales et les divisions provinciales de Colombie-Britannique, de Saskatchewan, du Manitoba, du Québec et de la Nouvelle-Écosse sont toutes passées à une structure de cotisations à pourcentage.

POURQUOI CHANGER ?

1 VIABILITÉ Ce taux uniforme, fait en sorte que tous les deux ans, le SCFP-Ontario doit revenir vers ses sections locales et négocier le versement de miettes supplémentaires. Pour que nous soyons en mesure de travailler avec efficacité pour nos membres, il est temps d'élaborer une structure viable permettant une allocation à long terme de ressources.

2 RESSOURCES Notre militantisme, les campagnes et les efforts de lobbying que nous menons au nom de nos membres s'intensifient et évidemment, il en va de même de nos coûts. Nous avons besoin de ressources additionnelles pour être en mesure de maintenir les rapports de force aux échelons local et provincial et pour ses sections locales, ses secteurs et ses comités.

3 ÉQUITÉ En ce moment, tous les membres travaillant à temps plein paient une cotisation uniforme de 1,36 \$ par mois, que ces travailleurs gagnent 30,000 \$, 50 000 \$ ou plus par année. Ce n'est pas très équitable. Comme syndicat, nous croyons à la taxation à taux progressif. Un système proportionnel faisant en sorte que les membres paient un pourcentage donné de leurs revenus est un système beaucoup plus juste.

4 RETOUR Lorsque le SCFP-Ontario réussit à changer les conditions de travail de ses membres et à leur obtenir un meilleur salaire, le montant retourné au syndicat ne varie pas. Par exemple, le SCFP-Ontario a largement contribué aux changements des politiques du gouvernement de l'Ontario en matière d'investissement dans le secteur des AIC et de négociation centrale pour les travailleurs des conseils scolaires, des initiatives qui ont mené à des augmentations de salaires véritables et significatives.

BÂTIR NOTRE AVENIR COLLECTIVEMENT



Les secteurs, les comités et le Conseil exécutif du SCFP-Ontario sont plus militants que jamais.

- Les comités sectoriels demandent des fonds et des ressources pour mener à bien leurs campagnes et leur travail de négociation et pour réussir une répartition du financement plus égalitaire entre les différents secteurs
- Les comités réclament plus de ressources pour être en mesure d'accomplir le travail en matière de santé et sécurité, de régimes de retraites, de droits de la personne et d'éducation.
- Le SCFP-Ontario doit demeurer en première ligne de la bataille contre la privatisation, les PPP et la sous-traitance. Il doit aussi se porter à la défense des conventions collectives de nos sections locales en ces temps de difficultés économiques.

NOUS AVONS BESOIN DE RESSOURCES POUR ÊTRE EN MESURE DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS MEMBRES. VOICI COMMENT NOUS POUVONS Y ARRIVER.

Structure de cotisations proposée : .04 %

Le SCFP-Ontario recommande l'adoption d'un taux de cotisations de .04 % pour remplacer le taux fixe actuel de 1,36 \$. Toutes les sections locales de l'Ontario ont payé ce taux lorsque nous avons eu besoin de redevances supplémentaires pour la Caisse de grève nationale – nous savons donc qu'elles en ont les moyens. Même au taux de .04 %, les sections locales ontariennes continueront à déboursier 21 fois plus au SCFP national qu'au SCFP-Ontario.

Le taux proposé de .04 % est aussi moindre que ce que de nombreux membres du SCFP d'un peu partout au Canada paient pour le financement de leur division provinciale. Par exemple, en Colombie-Britannique, les affiliés de la division paient .14 % alors qu'en Saskatchewan, le taux est de .05 %.

Calculer le taux proposé sur une base mensuelle

Le total du salaire régulier payé au cours d'un mois aux membres d'une section locale

X .04

C'est aussi simple que ça !

Le Conseil exécutif du SCFP-Ontario a étudié d'autres solutions, comme des augmentations régulières basées sur le salaire ou encore l'enchâssement dans nos statuts d'une augmentation de 0,20 \$ tous les deux ans. La structure basée sur le pourcentage a été jugée plus équitable et surtout, plus efficace pour assurer la disponibilité des ressources supplémentaires dont nous aurons besoin pour l'avenir afin de continuer à travailler efficacement en votre nom.

Évidemment, l'une des meilleures solutions est d'augmenter la part du financement du SCFP national au SCFP-Ontario. Les ressources financières du national destinées au financement des campagnes sont insuffisantes pour nous permettre de faire ce que nos membres nous demandent d'accomplir en leur nom. Les sections locales ontariennes sont la source d'une part importante du budget national. Nous travaillons à l'obtention de ressources additionnelles et nous avons déjà réussi à en obtenir certaines. Il faut toutefois garder en tête que certains coûts qui nous reviennent exclusivement ne seront jamais l'objet d'un financement du national. Nous continuerons à nous battre pour obtenir la juste part de l'Ontario, mais nous devons aussi agir pour assurer nous-mêmes la disponibilité de certaines ressources.

**Appuyons la nouvelle structure de cotisations
Pour un avenir solide et viable !**